



MC.DEL/68/13
12 December 2013

FRENCH
Original: ENGLISH

STATEMENT BY THE HONOURABLE JOHN BAIRD
MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF CANADA
20TH OSCE MINISTERIAL COUNCIL MEETING

KYIV
5-6 DECEMBER 2013

DÉCLARATION DE L'HONORABLE JOHN BAIRD
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU CANADA

20ème CONSEIL MINISTÉRIEL DE L'OSCE

KIEV
5-6 DÉCEMBRE 2013

Déclaration de l'honorable John Baird
Ministre des Affaires étrangères du Canada
20^{ème} Conseil ministériel de l'OSCE

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs,

L'OSCE a été fondée il y a près de 40 ans pour favoriser le dialogue et la coopération en matière de sécurité. Cette organisation a joué un rôle majeur en nous ralliant sur la base de principes agréés, d'engagements communs et des valeurs que nous partageons tous.

En conséquence, il est extrêmement déconcertant de constater que notre pays hôte ait décidé il y a dix jours de suspendre ses efforts en vue de promouvoir l'intégration européenne – ses valeurs et la prospérité économique qui l'accompagne.

Les circonstances entourant cette décision sont nébuleuses et plusieurs craignent qu'elle soit le résultat d'importantes pressions externes corrosives.

Cette situation fâcheuse n'interrompra toutefois pas le processus d'intégration européen et euro-atlantique en cours, puisqu'il reflète le désir véritable de la population ukrainienne d'adopter les valeurs que sont la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit.

Mais ce qui est le plus inquiétant dans le contexte de l'OSCE, c'est l'utilisation déplorable de la violence contre les manifestants pacifiques à la Place de l'Indépendance.

Il y a à peine quelques jours, les Canadiens ont été choqués par les images de cette manifestation. De toute évidence, nos attentes selon lesquelles l'Ukraine prêcherait par l'exemple, en sa qualité de présidente de l'OSCE, n'ont pas été satisfaites.

Nous continuerons de suivre la situation de très près, y compris les enquêtes sur les actes de violence qui ont été commis la fin de semaine dernière, et nous appuyons les efforts visant à surveiller la tenue de nouvelles élections le 15 décembre prochain.

Nous encourageons fortement les autorités ukrainiennes à veiller à ce que ces élections soient libres et justes.

À titre de dirigeants, nous sommes élus pour gouverner de façon conforme aux valeurs et à la volonté de la population.

Toutes les personnes présentes à Kiev aujourd'hui et chacun d'entre nous autour de cette table sommes témoins d'une démonstration claire de la volonté de la population ukrainienne, à laquelle on a répondu d'une main de fer.

Nous espérons que le dialogue pacifique prévaudra, et que la voix de la population ukrainienne soit à nouveau entendue par les dirigeants.

Je suis heureux que l'UE et l'Ukraine aient convenu de travailler à l'élaboration d'une feuille de route indiquant les prochaines étapes à suivre. Le Canada espère que les préparatifs pour la conclusion d'un accord entre l'UE et l'Ukraine se poursuivront dès que possible.

Il ne fait aucun doute que ce récent développement reflète un désir véritable d'adopter les valeurs que sont la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit.

Mais des principes et des engagements ne suffisent pas. À titre d'acteurs démocratiques, nous avons tous accepté de rendre compte de la mise en œuvre de nos engagements.

La démocratie est un cheminement et non une fin en soi.

Je suis fier de dire que le Canada défend depuis longtemps la liberté et les droits fondamentaux, et qu'il continuera de le faire.

Le Canada a établi un Bureau de la liberté de religion pour protéger et défendre les minorités religieuses menacées; pour combattre la haine religieuse; et pour promouvoir à l'étranger les valeurs de pluralisme et de tolérance religieuse.

Nous continuerons à travailler à l'échelle internationale pour promouvoir la liberté de religion, notamment en finançant un projet du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE qui fait la promotion des normes internationales concernant la liberté de religion.

Notre cause est juste. Il existe une urgence d'agir. Et notre responsabilité est claire.

Un engagement pour la liberté et la dignité doit également comprendre l'autonomisation des femmes. Les femmes doivent participer à tous les processus décisionnels ainsi qu'à tous les aspects de la société. Mettre l'accent sur la liberté et la sécurité ne peut qu'encourager l'égalité entre les hommes et les femmes.

Outre la promotion du rôle des femmes, le gouvernement du Canada a fait de la protection des femmes et des filles l'une de ses priorités.

Nous sommes également confrontés à de nombreux défis d'envergure dans ce domaine. Le mariage d'enfants, le mariage en bas âge et le mariage forcé. La traite des personnes. Le viol comme arme de guerre. Nous pouvons tous en faire plus, et en unissant nos efforts, nous pourrions parvenir à de meilleurs résultats.

L'année 2014 fournit l'occasion à l'OSCE de lancer un message clair à l'égard de son engagement à long terme en faveur de la prospérité, de la sécurité et de la démocratie en Afghanistan.

À la veille du retrait de la FIAS et des prochaines élections présidentielles, nous devons être clairs : compromettre la sécurité de la population, particulièrement celle des femmes et des filles, ne constitue pas un compromis acceptable en faveur de la stabilité.

Le Canada se réjouit à l'idée de travailler en collaboration avec la présidence suisse sur les priorités régionales en matière de sécurité.

Et nous sommes impatients de continuer à promouvoir les valeurs qui sont chères aux habitants des régions que nous représentons.

Car, au bout du compte, notre crédibilité en tant que politiciens, démocrates et forum international repose non seulement sur nos paroles, mais aussi sur les mesures concrètes que nous prenons.